

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté – Egalité – Fraternité
ARRÊTÉ DU MAIRE

Travaux de terrassement et pose de mat pour la Vidéoprotection

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE SALEUX

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212, L.2213.1 et L.2213.4.

VU le Code de la Route et notamment ses articles R.411.8 et R 411-25 et suivants.

VU le Code Pénal et notamment l'article 131-13.

VU la demande présentée par Monsieur Clément DHEILLY, Responsable d'affaires CEGELEC 4, allée du Nautilus à 80440 GLISY qui doit intervenir dans la résidence Jules Verne et sur le trottoir de la rue Ernest Cauvin (devant le poste de transformation) à SALEUX pour des travaux de terrassement et de pose de mat pour la Vidéoprotection.

CONSIDERANT qu'il convient de veiller à la sécurité des usagers et des riverains.

CONSIDERANT qu'il convient de permettre à l'entreprise d'effectuer les travaux dans les meilleures conditions de sécurité.

ARRÊTE

Article 1^{er} : La société CEGELEC pourra intervenir dans la résidence Jules Verne et sur le trottoir de la rue Ernest Cauvin (devant le poste de transformation) à SALEUX pour des travaux de terrassement et de pose de mat pour la Vidéoprotection du jeudi 13 novembre 2025 au vendredi 12 décembre 2025.

Article 2 : Afin de permettre à l'entreprise d'intervenir et de travailler dans de bonnes conditions, la Société CEGELEC est autorisée à circuler et à stationner sur les points d'interventions selon l'avancement des travaux.

Article 3 : Pendant cette période, la vitesse sera limitée à 30km/heure et le stationnement de tout véhicule sera interdit dans l'emprise du chantier.

Article 4 : Le présent arrêté sera affiché en mairie. Il le sera aussi sur le chantier mais à la charge de l'entreprise.

Article 5 : Il appartiendra à l'entreprise de mettre en place également la signalisation adéquate pendant toute la durée du chantier.

Article 6 : La présente décision peut faire l'objet, à compter de sa publication, d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif d'Amiens soit à compter de la réception de la lettre exprimant le rejet du recours gracieux ou soit à compter de l'expiration du délai de 2 mois après la formulation du recours gracieux. En effet, le silence gardé de la commune pendant 2 mois équivaut à un rejet implicite de la demande.

Article 7 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de la Somme à Amiens.
- Monsieur Clément DHEILLY, CEGELEC (clement.dheilly@cegelec.com)
- Messieurs les policiers municipaux de SALEUX.

Fait à Saleux, le 12 novembre 2025



L'Adjoint au Maire,
Rudy BERTRAND

- Affiché le 12 novembre 2025